

Les crédits

M. Grant Hill (Macleod, Réf.): Madame la Présidente, je voudrais faire connaître mon point de vue sur la situation financière du Canada.

L'autre jour, on en a parlé comme s'il s'agissait d'un combat entre ceux qui préconisent une discipline financière et ceux qui défendent les programmes sociaux, d'un combat, à mon avis, entre le ministre des Finances et le ministre du Développement des ressources humaines. Ce combat a été remporté par les partisans de la discipline financière. Certains ont dit que c'était une tragédie pour le Canada, parce que nos programmes sociaux allaient être éliminés par les partisans de la discipline financière, qui avaient compris la gravité du problème de la dette et en avaient pris conscience.

Ce qui me gêne dans cette discussion et dans cet argument, c'est qu'il y a sûrement un lien entre nos programmes sociaux et la responsabilité financière, un lien qui fait que ces deux éléments seront toujours indissociables.

Je voudrais vous faire part de quelques statistiques. J'ai souvent entendu dire que l'on pourrait régler le problème de la dette en éliminant les échappatoires et en rendant notre régime fiscal plus équitable.

Les impôts représentent une partie plus importante du budget de la famille moyenne que le logement, la nourriture et l'habillement combinés; tout à fait le contraire de ce que ça devrait être normalement. En tout cas, le contraire de ce que c'était en 1961.

• (1645)

Que ceux qui disent que les riches devraient être imposés davantage sachent que les 30 p. 100 de familles qui gagnaient l'an dernier, en 1994, 61 660 \$ ou plus vont payer 62,4 p. 100 des impôts qui vont être perçus dans ce pays. «Imposons-les davantage», disent certains. Que ceux qui disent que nous ne payons pas tellement d'impôts par rapport à nos principaux partenaires commerciaux sachent que les Canadiens paient par an 50 milliards de dollars de plus d'impôts que les Américains, toutes proportions gardées. Nous sommes imposés jusqu'au cou. Nous sommes imposés jusqu'à l'asphyxie. Nous payons tellement d'impôts que c'est rêver de dire que nous pouvons en payer plus.

On peut comparer ça à deux athlètes professionnels qui s'affrontent dans un combat. L'un est maigre, mauvais, rapide et connaît tous les trucs. L'autre ressemble à un lutteur sumo. Celui qui ressemble à un lutteur sumo se dandine à l'intérieur du ring et dit: «Je vais vous battre» et sur ce, se jette sur son adversaire rapide et alerte, le plaque au sol et l'écrase. Il n'y a aucun talent dans tout ça.

La dette excessive, considérable de notre pays est comme le lutteur sumo. Elle va complètement anéantir l'adversaire qui a la capacité d'être rapide, de s'adapter aux circonstances et d'être compétitif.

J'ai cherché avec quel pays comparer le Canada. J'ai examiné le cas de la Nouvelle-Zélande. J'en ai profité pour revoir ce qui s'était passé en Nouvelle-Zélande en 1984. La Nouvelle-Zélande a, comme le Canada, une Chambre où des conversations similaires ont eu lieu en 1984. Le gouvernement de l'époque a dit: «Tout va bien. Nous occupons la troisième place. Nous sommes au troisième rang parmi les pays du monde pour ce qui est de la qualité de vie. Tout va bien.» Nous avons entendu ça.

Le lendemain, le pays a donné de la tête contre le mur de la dette—le député d'en face dit qu'il ne faut pas user de violence—je dirai alors que le pays s'est placé contre le mur de la dette pour tenter de le bouculer. C'est ce qu'on a fait en Nouvelle-Zélande. On n'a pas foncé contre le mur. Or, du jour au lendemain, la Nouvelle-Zélande est passée du troisième rang au vingt-deuxième rang à l'échelle mondiale.

Mon domaine d'intérêt est la santé. Je me suis donc penché sur ce qui est arrivé aux services de santé en Nouvelle-Zélande au cours de cette journée. Le scénario de la Nouvelle-Zélande pourrait s'appliquer au Canada. À compter de ce jour-là, les Néo-Zélandais ont posé des affiches publicitaires sur les ambulances pour payer l'essence. Pour pouvoir se rendre au chevet des patients, les ambulances devaient faire de la publicité, annoncer du chocolat et de la bière, et recueillir ainsi l'argent qui permettrait d'amener les patients à l'hôpital. En une journée, les Néo-Zélandais sont passés d'un système très semblable au nôtre, où tout était gratuit, à un système où des frais d'utilisation s'appliquaient à tout.

Un de mes amis a pratiqué la médecine en Nouvelle-Zélande. Il m'a dit: «La tragédie, c'est que des gens entraient à l'hôpital avec des troubles cardiaques et se faisaient du mauvais sang parce qu'ils s'inquiétaient du montant de la facture.» C'est ce qui s'est produit dans une société où l'on disait à la population que tout allait bien. Une journée plus tard, son système de soins de santé avait disparu. Osez maintenant me dire, de vos banquettes ministérielles, que ce n'est pas un problème.

Quels sont les facteurs de notre système de soins de santé qui m'ont incité à me présenter comme député, à laisser tomber la pratique médicale pour accepter de faire ce que je fais maintenant, ce qui n'a certainement pas amélioré mes conditions de vie? Qu'est-ce qui m'a amené ici? Voici ce qui m'a amené ici.

D'abord, la liste d'attente sur laquelle figurait le nombre de mes patients s'allongeait de plus en plus. On me dit qu'il n'y a pas de problème aujourd'hui au Manitoba. Or, l'attente pour une intervention pour un remplacement de hanche est de 60 semaines. La norme pour le Canada ne devrait être que de 12,7 semaines. Il n'y a pas de problème au Canada, dit-on.

J'ai vu la technologie de notre pays perdre du terrain par rapport à d'autres pays. Nous avons au Canada 1,1 machine IRM par million d'habitants. Aux États-Unis, ces machines sont beaucoup plus nombreuses. Mais les Américains sont des maniaques de la technologie, je ne les prendrai donc pas à titre d'exemple. Par contre, en Allemagne, un pays qui nous ressemble beaucoup, on compte 3,6 machines IRM par million d'habitants. Comment faisons-nous si nous avons besoin d'une telle machine dans notre pays? Nous allons aux États-Unis. Nous franchissons la frontière. Nous allons dépenser notre argent canadien aux États-Unis.

• (1650)

Nous avons un cadre de réglementation rigide qui nous empêche de financer davantage le système de soins de santé et qui a pour conséquence que nous n'avons pas la technologie nécessaire, que nous méritons et que nous devons avoir. Il faudrait peut-être privatiser.